

SOMMAIRE

Page 1

L'hypothèse Bérégovoy.
Rouen mal classée.

Page 2

Les Territoires d'industrie.
Territoires & Habitat Normand.

Page 3

L'épique EPIC.
Philippe Court.

Page 4

Hervé Morin fait briller les "Z".
Caen-Rouen, plaque de l'ESR.

17^e sur 18 : Rouen mal classée.

Que pensent les actifs de l'attractivité de la Métropole de Rouen ? Les plates-formes RegionsJob et Paris-Job, en partenariat avec le cabinet Hays, ont comparé la situation de 18 métropoles françaises selon six critères : la qualité de vie, le marché du travail, le coût de la vie, les loisirs/culture/environnement, la qualité des infrastructures et, enfin, le dynamisme économique...

- Cette enquête montre que Rouen est mal classée puisqu'elle est 17^e sur 18, juste derrière Nancy et avant Marseille. Notons que la métropole normande arrive en dernière position pour l'attractivité du marché du travail et la qualité des loisirs/culture/environnement. L'enquête a été réalisée entre le 2 septembre et le 28 octobre, en plein épisode Lubrizol.
- Autre enseignement, avec les Parisiens, les Rouennais sont ceux qui jugent le plus sévèrement leur ville. Seuls 43% sont prêts à la recommander et seuls 20% considèrent que son image s'est améliorée au cours des 12 derniers mois.

LNPN + Gare : chiche !

Emmanuel Macron ayant indiqué que l'État allait aider Rouen à reconstruire son attractivité après Lubrizol, Yvon



L'hypothèse Bérégovoy

• Un Vert, maire de Rouen ?

À Paris, beaucoup de dirigeants d'EELV pensent que Rouen est gagnable aux prochaines municipales. Il faut dire que la ville connaît une situation politique inédite avec une redistribution des cartes d'une telle ampleur que Jean-Michel Bérégovoy, leur candidat, apparaît comme une alternative possible pour de nombreux électeurs influencés par l'accident Lubrizol.

Mon commentaire : un Vert maire de Rouen, l'hypothèse n'est pas farfelue.

• Bataille serrée à gauche.

Les sondages réalisés montrent que Jean-Michel Bérégovoy est désormais au coude à coude avec Nicolas Mayer-Rossignol, l'ancien président socialiste de la Région Haute-Normandie, qui espérait rassembler les forces de gauche pour battre Jean-Louis Louvel, le candidat du centre-droit.

- *"Il est même devant, corrige l'un de ses amis, les communistes l'ont bien compris puisqu'ils sont avec lui !" Cette analyse est partagée par de nombreux responsables politiques : "si Béré devance Mayer au 1^{er} tour, le PS devra se rallier aux écologistes au second tour, la couleuvre sera dure à avaler."*

Mon commentaire : dans l'entourage de Nicolas Mayer-Rossignol, on fait officiellement bonne figure. Mais l'inquiétude est là. C'est ce qui explique - peut-être - la position "mitigée" du candidat sur le redémarrage partiel de Lubrizol. Dans un communiqué, il affirme ne pas être contre la poursuite de l'activité, mais, pour ne pas froisser les Verts, il explique aussi qu'il est urgent d'attendre, le temps d'y voir plus clair... C'est sûr, NMR va devoir réagir.

• Jean-Louis Louvel trop confiant ?

L'hypothèse Bérégovoy dépend aussi de la situation à droite. De ce côté là, Jean-Louis Louvel, le patron du groupe PGS, est confiant. Soutenu par LREM, le MODEM et LR, il est le candidat du microcosme rouennais et devance largement la centriste Marine Caron et l'ex-LR Jean-François Bures. Pour ses amis, c'est sûr : *"la victoire est acquise"*.

- L'ennui, c'est qu'il n'est pas présent dans les quartiers et que Rouen se gagne toujours à 1 000 voix près, 1 000 voix à trouver dans les cages d'escalier. *"Marine Caron, elle, est sur le terrain, Jean-Louis n'a pas su s'en faire une alliée, les 4 ou 5% qu'elle représente sont suffisants pour le faire perdre..."* L'élu qui fait cette analyse pense que les réunions "weight watchers" du candidat sont insuffisantes : *"il manque de relais populaires, la droite est divisée, l'union sera difficile à faire au second tour..."*

- En attendant, Jean-Michel Bérégovoy réécrit son scénario : il veut être le candidat de la gauche au second tour, avec un programme "100% vert", justifié par Lubrizol et les Européennes, face à une droite morcelée, mal agrégée par Jean-Louis Louvel, dont on ne connaît toujours pas le projet

Robert et Hervé Morin viennent de lui écrire pour réclamer un geste fort sur la LNPN.

- Ils demandent notamment une accélération des études et des enquêtes publiques de la future gare Saint-Sever afin que les travaux soient réalisés en même temps que ceux de la section Paris-Mantes de la LNPN, à l'horizon 2028-2032. "Ces annonces auraient une portée historique et un impact considérable sur la trajectoire future du territoire." Ça ne peut pas faire de mal.

Mon commentaire : à la question, la LNPN bouge-t-elle encore ? Hervé Morin a répondu à La Chronique : "comme un cadavre en Normandie", sauf si on parle de la LNPM, comparez la Ligne Nouvelle Paris Mantes-la-Jolie. Tout est dit.

Bonne connexion État/Région

Hervé Morin se félicite des excellentes relations qu'il entretient avec le préfet de Région Pierre-André Durand : "il est simple, efficace, on se parle." Il s'entend bien aussi avec la rectrice Christine Gavini-Chevet.

Tout va donc pour le mieux dans le couple État/Région, ce ne fut pas toujours le cas avec la préfète Buccio.

L'université du nucléaire.

Pour répondre aux critiques du rapport Folz sur le naufrage économique et industriel de l'EPR de Flamanville, EDF lance "excell", le plan d'excellence de la filière nucléaire.

- Doté d'un budget de 100 M€ pour 2020-2021, il sera supervisé par un délégué général à la qualité industrielle et aux compétences, directement rattaché à Jean-Bernard Lévy. Excell repose sur trois axes :

- Le renforcement de la qualité industrielle.
- Le renforcement des compétences.
- Le renforcement de la gouvernance des grands projets nucléaires.

À noter : EDF annonce notamment la création d'une université des métiers du nucléaire : pourquoi pas en Normandie ?

L'avenir de Remade

Enfin, le tribunal de commerce de Rouen statuera sur les offres de reprise de Remade (Poilley - 50), le reconditionneur de téléphones portables, le 9 janvier.

pour la ville et l'agglomération. Oui, la porte est étroite...mais elle existe et elle est entrouverte : "ce n'est pas impossible".

Mon commentaire : dans tous les cas de figure, Rouen risque de vivre un "petit âge glaciaire" dès avril prochain. Que deviendra le projet de contournement Est si Jean-Michel Bérégovoy est à la mairie ? À l'inverse, si c'est Jean-Louis Louvel, comment travaillera le nouveau venu avec Nicolas Rouly, le successeur probable de Marc Massion, à Grand-Quevilly, bien placé pour être le futur président PS de la Métropole ? On le sait, Rouen "la désargentée" ne peut pas s'offrir le luxe d'un désaccord avec sa Métropole. "Sauf, si le futur président agit en bonne intelligence avec moi", explique Jean-Louis Louvel qui cherche une alternative à Nicolas Rouly. Laurent Bonnaterre, l'ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius, qui a rompu avec le PS, pourrait faire l'affaire : pourquoi pas ?

Barbe à papa...

Pour l'instant, les Territoires d'industrie sont décevants.

La politique des "Territoires d'industrie" a été lancée, il y a un an, par Édouard Philippe, pour accélérer le développement industriel du pays, en réunissant sur le terrain tous les acteurs publics concernés autour de 4 priorités : "recruter, attirer, innover, simplifier".

- "1,36 Md€ seront disponibles pour financer les actions", disait alors le Premier ministre. Avec 10 des 124 Territoires d'industrie français, la Normandie comptait bien en profiter, pour cela, Hervé Morin a d'ailleurs mis en place un pilotage régional des 10 territoires retenus.

Question : où en est-on un an après ?

Réponse : le dispositif ressemble à de la barbe à papa, comprenez qu'il est sucré et boursoufflé, mais jusqu'à présent sans grande consistance pour ceux qui l'ont goûté. Bien sûr, tous les "Territoires" ont produit des fiches-actions, mais aucune n'a encore été réalisée ; "il faut être patient" disent les uns, "les financements ne sont pas là" disent les autres : pour l'instant, c'est décevant.

Le bilan de l'AD Normandie

Directeur de l'agence régionale de développement, Alexandre Wahl vient de dresser le bilan d'une première année de fonctionnement des Territoires d'industrie en Normandie. En voici les principaux enseignements.

• Pas d'effet de levier supplémentaire.

Peu de moyens nouveaux, c'est la première information. Le programme re-

Et pendant ce temps-là...

• Territoire & Habitat Normand dans la cour des grands.

La loi Élan faisant obligation aux petits organismes d'HLM de se regrouper pour gérer au moins 12 000 logements, 5 sociétés normandes ont souhaité se rapprocher en créant ensemble la "Société de Coordination Territoire & Habitat Normand". Les 5 sociétés fondatrices sont :

- Pour le Calvados, la Caennaise et les Foyers Normands.
- Pour l'Eure, la Siloge.
- Pour la Manche, la Manche, la SA d'HLM du Cotentin.
- Pour la Seine-Maritime, Logeal Immobilière.

Soutenu par la Caisse d'Épargne de Normandie, le nouvel ensemble représente 30 000 logements, plus de 400 salariés et une capacité d'investissement de 150 à 200 M€. Jean-Hugues-Bonamy (Siloge) est le président du conseil de surveillance, Philippe Leroy (Logeal Immobilière) celui du Directoire.

• Habitat 76 : André Gautier, président.

Vice-président LR du Conseil départemental de Seine-Maritime, André Gautier est le nouveau président d'Habitat 76, le premier bailleur social de Normandie avec un parc de 30 000 logements répartis sur 192 communes. Les orientations de l'Office resteront les mêmes, notamment pour lutter contre le mal-logement et faciliter la transition énergétique, dans le respect des équilibres territoriaux.

Philippe Court à Caen.

C'est ce lundi 6 janvier que le nouveau préfet du Calvados prend ses nouvelles fonctions.

- Philippe Court, 47 ans, remplace Laurent Fiscus, après avoir été préfet des Hautes-Alpes puis de l'Ar-dèche. Il était, depuis le 1^{er} novembre 2018, directeur de cabinet de Jacqueline Gourault, la ministre de la Cohésion sociale.
- Laurent Fiscus, qui était à Caen depuis 4 ans, est désormais directeur de l'ANTAI, l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions. Il est content de partir ; il ne se plaisait pas dans le Calvados et n'en faisait pas mystère.

À noter : les élus locaux sont aussi contents de son départ, comme Jean-Léonce Dupont, le président du Département, qui ne s'entendait pas avec lui.

Jean-Pierre Tiffon.

N'est plus le président de la Commission particulière du débat public sur le projet 4^e parc éolien en mer de Normandie. Il vient de démissionner pour "raisons personnelles". Il est remplacé par Francis Beaucire.

- Francis Beaucire est géographe, professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, où il a dirigé la filière Urbanisme et Aménagement. Spécialiste des réseaux de transport et de la mobilité, il a été membre du Conseil scientifique de l'Ademe et du Haut Comité pour la Qualité de Service dans les Transports (AQST) entre 2012 et 2017.

Mon commentaire : Jean-Pierre Tiffon s'en va 45 jours après avoir lancé le débat de "façon inédite" puisqu'il avait demandé aux Normands de définir eux-mêmes, dans le courant de l'été, les questions dont ils voulaient débattre, notamment sur la localisation du projet et sur les caractéristiques du futur appel d'offres. Une méthode qui avait été contestée par certains élus comme Hubert Dejean de la Batie, le VP "Environnement" de la Région.

Clotilde Eudier.

Vice-présidente "Agriculture" de la Région Normandie, Clotilde Eudier se lance dans la bataille municipale à Saint-Romain de Colbosc (76), l'un des territoires nouveaux du Havre Seine Métropole.

cycle des enveloppes budgétaires existantes afin de faciliter leur utilisation. Cependant, la logique de cofinancement adoptée par l'État oblige la Région et les intercommunalités à apporter leur quote-part, et si l'un des partenaires n'a pas les moyens de le faire, c'est toute l'opération qui est grippée.

Résultat : la labellisation "Territoires d'industrie" ne garantit aucun effet de levier supplémentaire.

• Vive l'attractivité, vive le recrutement.

L'examen des fiches-action des différents territoires montre que les défis de l'attractivité et du recrutement sont prioritaires pour les élus et les chefs d'entreprise mobilisés. En revanche, la thématique de la simplification des normes et des procédures arrive en dernière position. Les industriels n'y croient pas, les élus non plus d'ailleurs, de fait, comme disait le préfet Durand en avril dernier : "c'est compliqué de simplifier".

À noter : depuis un an, quatre Territoires d'industrie ont avancé plus vite que les autres. Il s'agit d'Axe Seine, de Dieppe-Côte d'Albâtre, de Pays de l'Aigle, de Collines de Normandie et de Vallée de l'Huisne.

• 10 auberges espagnoles ?

La liste des fiches actions est un inventaire à la Prévert. Exemples :

- Le développement d'une "filiale batterie" pour Vallée de Seine.
- La création du super campus Epepea pour Caen Industrie.
- L'hydrogène pour décarboner l'industrie et les transports pour Dieppe Côte d'Albâtre.
- L'ancrage territorial d'un IUT pour Lisieux Industrie.
- L'accueil de la 5 G pour Nord-Cotentin.
- La construction d'un village d'artisans pour Pays de l'Aigle.
- Le déploiement de la THD sur les zones d'activités pour Sud Manche.

On l'a compris, chaque Territoire cherche à faire labelliser ses projets, ce sont 10 auberges espagnoles.

• Oui, mais après ?

Comment réaliser les actions identifiées ? Là est la question. Sans réponse, les pilotes des Territoires se fatigueront rapidement, les 10 soufflés retomberont vite, ce sera le temps des désillusions.

Mon commentaire : interrogé par la Chronique, Hervé Morin reconnaît les limites de l'effet barbe à papa, mais il ne veut pas trancher trop vite : "donnons-nous un peu de temps".

Et pendant ce temps-là...

L'épique EPIC du Mont-Saint-Michel.

Attendu depuis 4 ans, l'EPIC du Mont-Saint-Michel a été officiellement créé le 1^{er} janvier. Mais l'histoire n'est pas terminée puisque son financement ne convient pas à trois partenaires importants - les Région Normandie et Bretagne et le Département de la Manche - qui s'interrogent, par voie de conséquence, sur leurs propres engagements.

- En cause, la faiblesse de l'engagement du CMN, le Centre des monuments nationaux, qui reste le gestionnaire de l'abbaye (et de ses recettes, soit plus de 7 M€/an) avec une participation de 2 M€ seulement au financement du nouvel établissement.
- 2 sur 7, pour Hervé Morin, c'est insuffisant : "l'abbaye reste une île sur une île". Il demande une intervention plus grande de l'État. Marc Lefèvre, le président du CD.50 dénonce aussi la faible participation du CMN : "quelle est l'ambition de développement ?" On l'a compris, entre l'État et les collectivités, le bras de fer financier continue.

À noter : de son côté, l'État continuera de financer le fonctionnement du barrage à hauteur d'1M€ ; mais pour aller plus loin, les intercommunalités environnantes (Avranches, Saint-Malo et Pays de Dol) seront invitées à participer au tour de table.

Le GIEC Normand

Sur le modèle du GIEC international, un groupe d'experts et de scientifiques des universités de Rouen, Caen et Le Havre vient d'être mis en place par la Région afin d'éclairer l'action des responsables normands.

- Le GIEC Normand travaillera, bien sûr, sur les changements climatiques et les aléas météorologiques, mais aussi sur les autres défis environnementaux : qualité de l'eau et de l'air, biodiversité, pêche et agriculture, systèmes côtiers et risques naturels, aménagements rural, urbain et périurbain, mobilité. Ce sont aussi les enjeux du SRADDET.
- Les 26 chercheurs mobilisés publieront leurs premières analyses et préconisations en juin prochain. Respectivement géomorphologue et spécialiste du changement climatique, les professeurs Stéphane Costa (université de Caen) et Benoît Laignel (université de Rouen) co-président le GIEC Normand.

Commentaire : les travaux de ce groupe permettront à Hervé Morin d'adapter l'action de sa collectivité et "d'objectiver", en dehors des joutes partisans, sa future politique environnementale dans la perspective des élections régionales de 2021.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues
Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)



Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 260 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Conseil régional des jeunes.

Hervé Morin fait briller les "Z" sur son radar.

À son tour, comme l'avait fait Antoine Rufenacht, au milieu des années 90, Hervé Morin vient d'installer un "Conseil Régional des Jeunes de Normandie".

- Il y a 25 ans, le CRJ d'Antoine Rufenacht n'avait fonctionné que quelques mois. Déçus, beaucoup de jeunes s'étaient rapidement retirés, ils se plaignaient de ne pas avoir été suffisamment écoutés, le turn-over avait été important. À l'époque, deux grands sujets avaient été traités : l'apprentissage et les stages en entreprises.
- Mais revenons au CRJ d'Hervé Morin. L'assemblée est composée de 30 représentants de la génération Z, les 15/25 ans, issus des 5 départements. La durée de leur mandat est de deux ans, jusqu'aux prochaines élections régionales, non renouvelable ; pour travailler, les "Z" se réuniront en moyenne un samedi par mois.

A priori, les ambitions sont grandes...

Hervé Morin veut que les jeunes :

- Se saisissent des politiques publiques à la demande du Conseil régional.
- Échangent avec les élus et les services afin de tester les dispositifs en cours d'élaboration.
- Fassent des propositions qui pourraient être soumises au vote de l'assemblée.

On le voit, l'intention est bonne.

- Mais comment éviter la reproduction du scénario de la déception ? La question doit être posée. Les "Z" attendent d'être écoutés, ils se méfient des opérations de communication, la prise en compte de leurs propositions sera déterminante, c'est une responsabilité.

Mon commentaire : Hervé Morin continue de se positionner comme un élu de proximité au contact de tous les publics ; il sait que cette posture-là est son principal atout politique. Avec le CRJ, il fait briller les jeunes sur son radar, à deux ans des prochaines élections régionales, ce n'est pas inutile à condition de ne pas décevoir.

Et pendant ce temps-là...

• Caen-Rouen, future plaque centrale de l'ESR

Pierre Denise et Joël Alexandre réaffirment, plus que jamais, leur volonté de fusionner les universités de Caen et de Rouen qu'ils président pour en faire "l'Université de Normandie".

- Fin décembre, dans le prolongement des travaux engagés en 2018, ils ont invité des personnels enseignants et administratifs ainsi que des représentants étudiants à faire des propositions pour assurer l'attractivité du nouvel établissement, construire sa gouvernance et définir son organisation technique et administrative.

L'objectif est de créer l'Université de Normandie, le 1^{er} janvier 2022.

Mon commentaire : devant l'incapacité de la COMUE à restructurer l'enseignement supérieur, Pierre Denise et Joël Alexandre jouent donc "cavaliers seuls" en se positionnant comme les pères fondateurs de la future "plaque centrale" de l'enseignement supérieur et de la recherche, le noyau de référence qui organisera toute la communauté normande. Bye-bye la COMUE, Lamri Adoui l'a bien compris puisqu'il vient de démissionner de la présidence, bye-bye l'université du Havre et les autres grandes écoles qui font désormais figure de figurantes. L'Université de Normandie sera créée dans 2 ans ; mais entre-temps, les prochaines élections auront renouvelé la gouvernance des deux universités mères : à Caen et à Rouen, il peut y avoir des surprises et des changements...